

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**ALLIANZ BANQUE**

Etablissement de crédit et prestataire de service d'investissement agréé par l'ACPR

Société anonyme au capital de 92 252 768,19 euros

Siège social : 1, cours Michelet 92800 Puteaux (France)

572 199 461 R.C.S. NANTERRE

*Comptes annuels au 31 décembre 2024 approuvés par l'assemblée générale ordinaire en date du 5 juin 2025***I. – Bilan au 31 décembre 2024**

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Caisses, Banques centrales		181 607	165 750
Effets publics et valeurs assimilées	<b>1</b>	33 973	6 762
Créances sur les établissements de crédit	<b>2 &amp; 17</b>	923	8 742
Opérations avec la clientèle	<b>3 &amp; 17</b>	744 704	802 922
Obligations et autres titres à revenu fixe	<b>4 &amp; 17</b>	76 721	80 952
Actions et autres titres à revenu variable	<b>5</b>	331	321
Participations et autres titres détenus à long terme	<b>6</b>	1 043	977
Parts dans les entreprises liées	<b>6</b>	404	404
Immobilisations incorporelles	<b>7</b>	19	39
Immobilisations corporelles	<b>7</b>	83	95
Autres actifs	<b>8</b>	20 700	17 557
Comptes de régularisation	<b>9</b>	10 890	11 020
<b>Total</b>		<b>1 071 398</b>	<b>1 095 541</b>
Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	<b>10 &amp; 17</b>	498	722
Opérations avec la clientèle	<b>11 &amp; 17</b>	378 162	436 483
Dettes représentées par un titre	<b>12 &amp; 17</b>	529 359	481 550
Autres passifs	<b>13</b>	36 182	44 275
Comptes de régularisation	<b>14</b>	4 753	5 938
Provisions	<b>15</b>	1 437	3 027
Capitaux propres hors FRBG	<b>16</b>	121 007	123 546
Capital souscrit		92 253	92 253
Primes d'émission		259	259
Réserves		20 376	20 376
Provisions réglementées		92	92
Report à nouveau		241	76
Résultat de l'exercice		7 786	10 490
<b>Total</b>		<b>1 071 398</b>	<b>1 095 541</b>
Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>18</b>	<b>68 528</b>	<b>86 901</b>
Engagements de financement		52 709	69 115
Engagements de garantie		15 819	17 786
Engagements sur titres		0	0
<b>Engagements reçus</b>	<b>18</b>	<b>40 420</b>	<b>39 862</b>
Engagements de financement		39 876	39 351
Engagements de garantie		0	0
Engagements sur titres		544	511
<b>Instruments financiers à terme</b>	<b>19</b>	<b>825 899</b>	<b>894 299</b>

**II. — Compte de résultat**  
(en milliers d'euros)

	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	<b>21</b>	51 069	49 190
Intérêts et charges assimilées	<b>21</b>	-31 113	-25 005
Revenus des titres à revenu variable	<b>22</b>	12	15
Commissions (produits)	<b>23</b>	22 432	25 512
Commissions (charges)	<b>23</b>	-10 120	-9 973
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	<b>24</b>	-524	-135
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	<b>25</b>	1 625	-72
Autres produits d'exploitation bancaire	<b>26</b>	4 055	4 209

Autres charges d'exploitation bancaire	26	-4 387	-6 642
<b>Produit net bancaire</b>		<b>33 049</b>	<b>37 099</b>
Charges générales d'exploitation	27	-23 332	-23 185
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-32	-43
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>9 685</b>	<b>13 871</b>
Coût du risque	28	327	-4
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>10 012</b>	<b>13 867</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		257	313
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>10 269</b>	<b>14 180</b>
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	29	-2 483	-3 690
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
<b>Résultat net</b>		<b>7 786</b>	<b>10 490</b>

### III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration sur la gestion de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2024, ainsi que le rapport général des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission de certification et de contrôle au cours de cet exercice, décide, sur proposition du conseil d'administration, d'affecter le bénéfice de l'exercice 2024 s'élevant à 7 786 379,21 euros de la manière suivante :

- bénéfice de l'exercice, soit 7 786 379,21 euros
  - auquel s'ajoute un report à nouveau de 240 521,34 euros
  - le solde à répartir s'élève à 8 026 900,55 euros
  - à titre de dividende aux associés 7 856 075,15 euros
- soit 0,35 euro par action composant le capital social, ce dividende, éligible à l'abattement prévu par l'article 158-3-2 du Code général des impôts, sera mis en paiement à compter de ce jour,

**constate** que le solde, soit 170 825,40 euros, serait affecté en totalité au compte "Report à nouveau", qui sera ainsi porté à 170 825,40 euros.

**rappelle** qu'application des dispositions de l'article 117 quater du Code général des impôts, ces dividendes supporteront un prélèvement forfaitaire au taux de 12,8 % au titre de l'impôt sur le revenu. Toutefois, les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 euros (pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou à 75 000 euros (pour les contribuables soumis à une imposition commune) peuvent demander à être dispensées de ce prélèvement. Sur option expresse et irrévocable du contribuable, ces dividendes peuvent être soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu selon les dispositions de l'article 200 A du Code général des impôts. Cette option globale est exercée lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant l'expiration de la date limite de déclaration. Dans tous les cas, conformément à l'article L.136-7 du Code de la Sécurité Sociale, ces dividendes supporteront le paiement à la source des prélèvements sociaux s'élevant à 17,2 %,

**prend acte**, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, que le montant des dividendes payés au titre des trois derniers exercices et le régime fiscal correspondant sont les suivants :

Exercices	2022	2023	2024
Montant du dividende par action	0,43 €	0,15 €	0,46 €
Montant de la distribution	9 651 749,4 €	3 366 889,35 €	10 325 127,34 €

*Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.*

*Extrait certifié conforme  
Mme Virginie REBILLON*

### IV. — Annexe aux comptes du 31 décembre 2024

#### 1. Référentiel organisationnel et comptable

##### 1. Faits marquants de l'exercice

La stratégie d'Allianz Banque est restée inchangée s'articulant autour de la commercialisation d'actifs immobiliers, le soutien au développement des produits d'assurance-vie d'Allianz France, la digitalisation de l'ensemble des processus commerciaux.

La persistance sur l'année de taux courts relativement élevés a continué de favoriser le moteur bancaire, avec la poursuite de l'amélioration de la rentabilité des dépôts et un rétablissement des marges de crédit.

Toutefois l'année est marquée par une faiblesse historique de la production de crédits, très affectée par le niveau général des taux et par la crise immobilière, compte tenu du positionnement de l'offre de la banque.

Le résultat de 7,79 M€ intègre une variation positive de 1,56 M€ contre une variation négative de 3,27 M€ en 2023 des valorisations de swaps classés en position spéculative isolée mais dont l'objectif économique est la réduction du risque de taux.

Allianz Banque a par ailleurs conservé son modèle organisationnel s'appuyant sur une externalisation importante.

##### 2. Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le Règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

##### 3. Principes généraux et méthodes d'évaluation

##### Principes généraux

Les comptes d'Allianz Banque sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux banques en France, prescrites par le règlement de l'ANC N° 2014-07 du 26/11/2014 et le règlement de l'ANC N° 2014-03.

### **Changement de méthodes comptables**

Aucun changement de méthode n'a eu lieu en 2024

### **Options et méthodes d'évaluation**

#### **- Immobilisations corporelles et incorporelles (hors fonds de commerce)**

Les immobilisations acquises pour compte propre sont comptabilisées au coût d'acquisition. Les coûts significatifs liés aux développements informatiques de sites Internet et des systèmes d'information environnants sont immobilisés comme des logiciels lorsqu'ils répondent aux normes énoncées par l'ANC.

Les amortissements sont calculés sur la durée probable d'utilisation des actifs concernés :

- . Agencements, mobiliers et matériels : 3 à 10 ans (méthode linéaire ou dégressive)
- . Logiciels : 3 ans (méthode linéaire)

#### **- Créances**

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC N° 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les crédits sont inscrits au bilan à leur valeur nominale. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat. Les commissions d'apporteurs versées à la souscription d'un crédit sont étalées de manière actuarielle aux taux d'intérêt effectifs.

Ces commissions sont présentées en produit d'intérêts au P.N.B, et sont intégrées aux comptes d'encours de crédit concernés au bilan.

#### **- Créances douteuses**

##### Classement

Sont classés en encours sains les crédits sans constatation d'incident de paiement de plus de 3 mois, ou avec incident constaté antérieurement à une reprise des paiements selon les modalités contractuelles ; les créances restructurées pour lesquelles aucun incident n'est constaté sont également classées en créances saines.

Sont classées en encours douteux les créances pour lesquelles un risque de non-recouvrement partiel ou total est probable et qui répondent à l'une des 2 conditions suivantes :

- . Impayés de plus de six mois pour les crédits immobiliers ou de plus de trois mois pour les autres types de crédit
- . Contrepartie présentant une situation financière dégradée ou faisant l'objet de procédures contentieuses.

Le passage d'une créance en encours douteux entraîne par contagion un classement identique de l'ensemble des créances d'une contrepartie donnée. Les intérêts sur créances douteuses sont intégralement dépréciés s'ils ne sont pas couverts par une garantie.

Sont qualifiées d'encours douteux compromis les créances dont la échéance du terme est prononcée. La comptabilisation des intérêts est suspendue à la date de passage en encours douteux compromis.

Lorsque les paiements des échéances ont repris de manière régulière, les créances sont reclassées en encours sains. Les créances restructurées dont la probabilité de recouvrement est jugée suffisante figurent également en encours sains.

##### Dépréciations

Les créances douteuses font l'objet dossier par dossier d'une dépréciation destinée à couvrir la perte probable pour les crédits adossés à des avoirs financiers (sauf cas des crédits pour acquisition de parts de SCPI) et les crédits aux sociétés+A129, ou selon une méthode statistique appliquée sur des portefeuilles homogènes de créances pour les comptes ordinaires débiteurs, les prêts personnels et crédits permanents consentis à des particuliers. Ces dépréciations viennent en déduction des créances correspondantes à l'actif. Les intérêts sur créances douteuses comptabilisés en produits sont intégralement dépréciés. Les crédits à la consommation non garantis par des avoirs financiers adossés font l'objet d'une dépréciation dès constatation d'un premier impayé.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de dépréciations, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties sont portées dans la rubrique « coût du risque », à l'exception des dotations et reprises de dépréciations relatives aux intérêts sur encours douteux qui sont présentées dans le Produit Net Bancaire. Conformément au règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables, ces dépréciations sont constituées en valeur actualisée afin de couvrir l'ensemble des pertes prévisionnelles sur les encours douteux ou douteux compromis. Les pertes prévisionnelles sont égales à la différence entre les flux contractuels initiaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés.

L'actualisation est effectuée au taux effectif d'origine des encours correspondants pour les prêts à taux fixe, ou au dernier taux effectif déterminé selon les termes contractuels pour les prêts à taux variable. En pratique, les flux prévisionnels ne sont actualisés que si l'incidence de l'actualisation est significative au regard de leurs montants prudemment estimés. En conséquence, seules les créances contentieuses ont fait l'objet d'une provision pour actualisation. Sont recensées au passif les provisions destinées à couvrir des risques hors-bilan individualisés.

#### **- Conversion des comptes en devises**

Conformément aux dispositions édictées par le règlement ANC 2014-07, les éléments d'actif, de passif et les engagements hors-bilan de change au comptant exprimés en devises sont évalués au cours de marché à la clôture de l'exercice, à l'exception des éléments libellés en devises participant à la monnaie unique européenne, pour lesquels le taux de conversion officiel a été retenu. Les engagements de change à terme suivent la même règle. Les produits et charges en devises sont enregistrés au cours de change en vigueur le dernier jour du mois de leur perception ou de leur paiement ; les charges et produits courus mais non payés à la date de clôture sont convertis au cours de change à cette date.

#### **- Portefeuille de titres**

Les titres sont classifiés en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor, obligations, titres de créances négociables du secteur public), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables, titres du marché interbancaire, parts de Fonds Communs de Créances), actions et autres titres à revenu variable. Leur portefeuille de destination - transaction, placement, investissement - correspond à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille ils sont soumis à des règles d'évaluation décrites dans les paragraphes suivants.

##### 1. Titres de transaction

Les titres détenus dans le cadre d'une activité de négociation rapide (intention de revente à brève échéance, en tout état de cause inférieure à 6 mois) sont enregistrés frais d'achat exclus et coupon courus inclus, et évalués individuellement à l'arrêté des comptes à leur prix de marché. Les plus et moins-values résultant de la différence

entre ces deux termes sont immédiatement constatées en résultat.

## **2. Titres de placement**

Sont comptabilisés en titres de placement les titres acquis avec une intention de les conserver plus de 6 mois, sans nécessairement les détenir jusqu'à leur échéance. Ils sont inscrits au bilan à leur prix d'achat, hors frais d'acquisition (directement portés en charges) et hors intérêts courus non échus pour les titres dits à revenu fixe. Les intérêts courus non échus sont inscrits en créances rattachées, et les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Pour les titres à revenu fixe, l'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres fait l'objet d'un étalement en compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Lors de cessions, le prix de revient des titres est calculé suivant la méthode « premier entré, premier sorti » (FIFO).

A la clôture de l'exercice, les titres sont évalués individuellement :

- sur la base du cours de bourse à la date d'arrêté pour les titres cotés,
- sur la base de la valeur liquidative au 31 décembre ou dernière valeur liquidative connue pour les parts d'O.P.C.V.M.,
- sur la valeur probable de négociation pour les titres non cotés et, en l'absence d'autres informations, d'après le prix de la dernière transaction réalisée.

Les moins-values latentes, corrigées des gains latents sur les instruments de couverture le cas échéant, font l'objet de dépréciations. Les plus-values latentes ne sont pas prises en compte.

## **3. Titres d'investissement**

Sont comptabilisés en titres d'investissement les titres dits à revenu fixe (obligations, titres du marché interbancaire, bons du Trésor et autres titres de créances négociables) acquis avec l'intention de les conserver durablement, c'est-à-dire jusqu'à leur échéance. Ils font l'objet d'un financement adossé ou d'une couverture par un instrument de taux d'intérêt portant sur leur durée de vie résiduelle. Cette catégorie peut également inclure des titres à revenu fixe ayant fait l'objet d'un transfert depuis la catégorie « titres de placement » à l'occasion d'un changement de stratégie provoqué par une situation exceptionnelle de marché ou lorsque ces titres ne sont plus négociables sur un marché actif (règlement 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables). L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres, ou la provision éventuelle transférée de la catégorie "titres de placement", font l'objet d'un étalement au compte de résultat et au bilan sur la durée de vie résiduelle des titres selon la méthode actuarielle ; la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement. A chaque arrêté comptable, les intérêts courus des titres à revenu fixe à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont comptabilisés en complément de la créance à l'actif, dans le même compte.

Lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est jugée susceptible de compromettre le remboursement des titres, une dépréciation est constituée.

## **4. Titres de participation et filiales**

Sont enregistrés dans cette catégorie les titres dont on estime la possession durable utile à l'activité de l'établissement. Ces titres sont enregistrés à leur prix de revient, hors frais. A la clôture de l'exercice, soit ces titres sont maintenus à leur coût d'acquisition, soit le cas échéant, ils font l'objet d'une dépréciation fondée sur leur valeur d'usage appréciée en fonction du marché, de l'utilité, du cours de bourse ou de la quote-part d'actif net. Les revenus de dividendes attachés aux titres sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

## **5. Titres de l'activité de portefeuille**

Sont classés dans cette catégorie les titres acquis pour en retirer à plus ou moins longue échéance une rentabilité satisfaisante, sans exercer d'intervention dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus. Lors de la clôture de l'exercice, l'évaluation est fondée sur la valeur de marché déterminée titre par titre.

## **6. Titres mis en pension**

Les titres mis en pension figurent à l'actif du bilan dans leur portefeuille d'origine. La dette correspondante est portée au passif, pour la valeur au contrat, dans les postes « Dettes envers les établissements de crédit » ou « Comptes créditeurs de la clientèle ». Les résultats sur titres donnés en pension sont déterminés selon les règles applicables à la catégorie de portefeuille (transaction, placement ou investissement) dont ils sont issus.

Les titres reçus en pension sont portés dans un compte d'actif représentatif de la créance, en « Créances sur les établissements de crédit » ou « Créances sur la clientèle ». Les charges et produits d'intérêts relatifs aux titres mis ou reçus en pension sont comptabilisés au prorata temporis. En cas de variation significative de la valeur des titres donnés en pension, Allianz Banque appelle une marge auprès de ses contreparties. La banque peut aussi être appelée par ses contreparties, dans le cas de titres reçus en pension.

### **- Dettes représentées par un titre**

Les intérêts capitalisés des emprunts à coupon zéro, calculés au taux actuariel, sont enregistrés en complément de la dette au passif, dans le même compte que l'emprunt. Les frais engagés à l'occasion de l'émission de tels emprunts sont amortis linéairement sur la durée de vie de l'emprunt correspondant et figurent en charges à répartir. Pour tous les emprunts émis, les intérêts sont comptabilisés en charges pour leur montant couru, calculé au prorata temporis sur la base des taux contractuels, cependant ils peuvent également être portés en compte de produits suite à l'impact des taux négatifs.

### **- Opérations sur instruments financiers à terme**

La banque peut intervenir sur les différents marchés nationaux et internationaux, soit dans le cadre d'opérations de gestion des risques de taux et de change, soit pour effectuer des opérations d'arbitrage ou de spéculation.

Les engagements relatifs à ces opérations sont enregistrés dans les comptes de hors-bilan pour la valeur nominale des contrats (égale au prix d'exercice pour les options). Les résultats sont comptabilisés selon la finalité des opérations et les marchés concernés.

## **1. Opérations de couverture**

Les gains et pertes relatifs aux instruments utilisés pour réaliser une couverture, affectée dès l'origine à un élément ou à un ensemble d'éléments identifiés, sont enregistrés en résultat symétriquement à la prise en compte des charges et des produits sur les éléments couverts.

## **2. Opérations spéculatives**

Les contrats de taux d'intérêt à terme ferme ou conditionnel, échangés sur des marchés organisés ou assimilés (Notionnel, EURIBOR, ...), sont évalués à leur prix de marché à la date de clôture. Les gains ou pertes correspondants, latents ou réalisés, sont portés en résultat.

En ce qui concerne les autres instruments de taux d'intérêt à terme, seules les différences d'évaluation négatives nettes, c'est-à-dire les moins-values nettes latentes par ensembles homogènes de contrats, sont enregistrées en résultat par le biais de provisions pour pertes et charges.

Pour les contrats de change à terme conditionnel (options de change), les primes payées ou perçues sont enregistrées dans les rubriques « Autres actifs » ou « Autres

passifs » et font l'objet, pour les opérations non dénouées à la clôture, d'une réévaluation « mark to market », les écarts d'évaluation étant constatés dans le résultat de l'exercice.

#### **- Frais de personnel**

La rubrique frais de personnel comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de la participation et de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

#### **- Impôts différés**

Les impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'une différence temporaire est identifiée entre les valeurs comptables retraitées et les valeurs fiscales des éléments de bilan. La méthode appliquée est celle du report variable selon laquelle les impôts différés constatés au cours des exercices antérieurs sont modifiés lors d'un changement de taux d'imposition. L'effet correspondant est enregistré en augmentation ou en diminution de la charge d'impôt différé. Seuls les actifs d'impôts différés, après la prise en compte de tous les passifs d'impôts différés, dont la récupération est probable sont portés à l'actif du bilan. Cette capacité de récupération n'est pas présumée probable lorsque l'entreprise a supporté des pertes au cours des deux derniers exercices. L'analyse de la situation du groupe Allianz Banque a conclu qu'il convenait d'activer des impôts différés.

#### **- Taxes**

##### Groupe TVA

Les personnes assujetties établies en France et qui sont étroitement liées entre elles sur les plans financier, économique et de l'organisation peuvent demander à constituer un assujetti unique conformément à l'article 256 C du CGI. Ce régime optionnel de groupe TVA, ouvert à tous les secteurs d'activité économique, est applicable depuis le 1er janvier 2023. Il vise à simplifier la gestion fiscale des groupes en permettant la neutralisation des transactions économiques intragroupes au regard de la TVA. C'est dans ce contexte que le groupe Allianz a opté en octobre 2022 pour constituer un groupe TVA effectif à compter du 1er janvier 2023. Ce groupe dont l'assujetti unique est Allianz Holding France s'intitule ASU GROUPE TVA ALLIANZ FRANCE et comprend 17 entités dont :

- 6 sociétés d'assurances (Allianz IARD, Allianz VIE, Allianz Retraite, Protexia France, Génération Vie, La Rurale).
- 5 sociétés de droit commun (Allianz France, ACAR, Assurances Médicales, SNC Allianz Informatique, Allianz Technology SAS).
- 2 sociétés immobilières (Passage des Princes, SCI Via Pierre I),
- 2 succursales françaises (Allianz Real Estate GmbH, Allianz Global Investors GmbH),
- une société bancaire (Allianz Banque).

#### **- Provisions**

Les provisions sont constituées en vue de couvrir des risques ou charges clairement identifiés et mesurables.

Les provisions non liées à des opérations bancaires sont constituées conformément au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables : elles sont subordonnées à l'existence d'une obligation vis-à-vis des tiers sans contrepartie future.

#### **- Droit Compte Personnel de formation**

La loi n°2004-391 du 4 mai 2004, relative à la formation professionnelle et au dialogue social, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « formation tout au long de ma vie dans les Banques », ouvrait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans, mais plafonné à 120 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits DIF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits DIF après un délai de carence de 4 mois.

La loi n°2014-288 du 5 mars 2014, relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale, repris dans l'accord de branche du 8 juillet 2005 sur la « formation tout au long de ma vie dans les Banques », met fin au DIF et le remplace par un compte personnel de formation. L'alimentation du CPF se fait, pour les salariés en CDI dont le temps de travail est au moins 80% d'un temps plein, à hauteur de 24 heures minimum par an, cumulable sur une période de cinq ans, puis 12 heures par an les années suivantes avec un plafond maximum de 150 heures. Les salariés en CDI dont le temps de travail est inférieur à 80% d'un temps plein acquièrent des droits CPF au prorata de leur temps de travail. Les salariés en CDD acquièrent des droits CPF après un délai de carence de 4 mois. Les heures acquises par les salariés au 31/12/2014 dans le cadre du DIF sont reportables dans le CPF sur initiative des salariés à l'ouverture de leur CPF.

#### **- Engagements en matière de retraite**

Les indemnités de fin de carrière ont été évaluées selon les termes de l'accord d'entreprise d'Allianz Banque signé en août 2001. Suite à l'application de la décision de mai 2021 de l'IFRS-IC, relatif à l'IAS 19, appliqué également au niveau du groupe Allianz, Allianz Banque comptabilise les écarts actuariels en compte de résultat. La provision pour indemnités de départ à la retraite s'élève à 817 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

La provision pour primes de médailles du travail est passée en 2024 de 229 milliers d'euros à 215 milliers d'euros.

#### **- Politique de rémunération**

Le Conseil d'Administration a arrêté les principes de la politique de rémunération de l'établissement et valide les propositions de la Direction Générale. Il assure la consultation annuelle de l'Assemblée Générale Ordinaire sur l'enveloppe de rémunération. Le comité de rémunération, créé en septembre 2019, prépare les décisions que le Conseil d'Administration décide concernant les rémunérations.

Seules les rémunérations du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués sont gérées par le Comité de Rémunération d'Allianz France et seul le bonus de la Directrice Générale est étalé.

Le Directeur Général bénéficie, en tant que Allianz Senior Executive, d'une rémunération conforme à ce statut Allianz (et approuvé chaque année par le comité de rémunération groupe), avec une part variable versée au cours de l'exercice suivant, dont une partie est cependant versée sous la forme de part représentative du titre Allianz RSU (Restricted Stock Unit) et déblocable après une période de 4 ans suivant la date d'attribution.

Les critères de bonus du Directeur Général comportent une part de 50% du bonus directement liés aux résultats financiers d'Allianz France. Ce bonus n'a pas de référence explicite aux résultats économiques et comptables des activités de marché. La fixation annuelle du bonus en fonction des résultats obtenus est déterminée d'une part en comité de rémunération d'Allianz France et, d'autre part, remontée au comité de rémunération d'Allianz SE. Une clause spécifique permet de diminuer, voire d'annuler cette part variable de rémunération en fonction de prises de risques excessives impactant la rentabilité de l'entreprise.

#### **- Comptes inactifs**

Conformément à la définition des comptes inactifs présent dans l'article L312-19 du Code Monétaire et Financier, Allianz Banque a 6 811 comptes inactifs (détenus par

4 634 clients) représentant un encours de 10 M€. Au cours de l'année 2024, 718 comptes inactifs ont fait l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts et consignations pour un encours de 0,49 M€

#### 4. Autres points

Le modèle opérationnel d'Allianz Banque est resté similaire à celui des années précédentes et s'appuie sur une large externalisation au près du groupe Allianz et de prestataires externes, en particulier des entités du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont Arkéa Banking Services, qui effectuent le traitement des opérations bancaires jusqu'à l'intégration des données dans les systèmes d'information. Allianz Banque a mis une gouvernance spécifique pour s'assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le Crédit Mutuel Arkéa.

#### 5. Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement post-clôture

### 2. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et compte de résultat

#### Note 1. Effets publics et valeurs assimilées

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	33 988		33 988	6 750		6 750
Créances rattachées	129		129	19		19
<b>Total brut</b>	<b>34 117</b>		<b>34 117</b>	<b>6 769</b>		<b>6 769</b>
Dépréciations	-144		-144	-7		-7
<b>Total net</b>	<b>33 973</b>		<b>33 973</b>	<b>6 762</b>		<b>6 762</b>
Résultat latent du portefeuille titres						
Plus values latentes	0		0	1		1
Moins values latentes	-144		-144	-7		-7
dépréciées à hauteur de :	-144		-144	-7		-7
non comptabilisées en résultat						
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
Décôtes	102		102	354		354
Amorties à hauteur de	-18		-18	-97		-97
Surcôtes	-1 379		-1 379	-33		-33
Amorties à hauteur de	284		284	27		27

Les plus et moins values latentes sur titres tiennent compte de la valorisation des titres (0,159M€) et de la valorisation des swaps de couverture (-0,303M€)

#### Note 2. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	533		533	8 316		8 316
Prêts, valeurs reçues en pension		380	380		380	380
Créances rattachées		10	10		46	46
<b>Total</b>	<b>533</b>	<b>390</b>	<b>923</b>	<b>8 316</b>	<b>426</b>	<b>8 742</b>

#### Note 3. Opérations avec la clientèle - Actif

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Créances commerciales		
Créances rattachées		
Prêts et crédits	739 829	796 267
Créances rattachées	1 428	1 561
Comptes ordinaires	1 017	2 873
Créances rattachées	38	64
Créances douteuses	2 601	2 758
dont douteux compromis	274	678
Créances rattachées	76	36
Dépréciations	-285	-637
dont dépréciation s/ douteux compromis	-197	-599
<b>Total</b>	<b>744 704</b>	<b>802 922</b>

Le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 11 % contre 23 % en 2023 en lien avec une baisse des créances douteuses. Par rapport au total des créances, le taux de créances douteuses est stable par rapport à 2023 et atteint 0,35 % soit +0,01 %

Ventilation des encours par type de contrepartie :

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Entreprises	Particuliers	Total	Entreprises	Particuliers	Total

Comptes ordinaires débiteurs	52	965	1 017	2 233	640	2 873
Concours à la clientèle	41 124	698 705	739 829	40 552	755 715	796 267
Encours douteux net	19	2 373	2 392	31	2 126	2 157
Créances rattachées hors douteux	128	1 338	1 466	103	1 522	1 625
<b>Total</b>	<b>41 323</b>	<b>703 381</b>	<b>744 704</b>	<b>42 919</b>	<b>760 003</b>	<b>802 922</b>

**Note 4. Obligations et autres titres à revenu fixe**

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Placement	Investissement	Total	Placement	Investissement	Total
Titres détenus (valeur brute)	76 255	0	76 255	80 549	0	80 549
Créances rattachées	642	0	642	614	0	614
<b>Total brut</b>	<b>76 897</b>	<b>0</b>	<b>76 897</b>	<b>81 163</b>	<b>0</b>	<b>81 163</b>
Dépréciations	-176	0	-176	-211	0	-211
<b>Total net</b>	<b>76 721</b>	<b>0</b>	<b>76 721</b>	<b>80 952</b>	<b>0</b>	<b>80 952</b>
Résultat latent du portefeuille titres						
Plus values latentes	0	0	0	11	0	11
Moins values latentes	-176	0	-176	-211	0	-211
- dépréciées à hauteur de	-176	0	-176	-211	0	-211
- non comptabilisées en résultat	0	0	0	0	0	0
Différence entre prix d'acquisition et prix de remboursement						
Décôtes	0	0	0	3 445	0	3 445
Amorties à hauteur de	0	0	0	786	0	786
Surcôtes	-3 713	0	-3 713	-93	0	-93
Amorties à hauteur de	-1 768	0	-1 768	-86	0	-86

Le portefeuille de titre à revenu fixe est uniquement composé de titres investis pour constituer un coussin de liquidité.

Les plus et moins values latentes sur titres (+ 0,24M€) tiennent compte de la valorisation des swaps de couverture (-0,422M€)

Aucune modification du classement comptable des actifs concernés n'est intervenue.

**Note 5. Actions et autres titres à revenu variable**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Titres détenus	4 867	4 577
Créances rattachées		
Dépréciations sur titres	-4 536	-4 256
<b>Total net</b>	<b>331</b>	<b>321</b>
Résultat latent du portefeuille titres		
Plus values latentes	8	8
Moins values latentes	-4 536	-4 256
dépréciées à hauteur de	-4 536	-4 256
non comptabilisées en résultat	0	0

Sont inclus dans les titres détenus, le dernier investissement du portefeuille en gestion extinctive dit "Run-Off Portfolio" pour un montant net de 0,3 M€.

**Note 6. Participations, autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées****1- Variation de l'exercice**

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentation	Diminution	31/12/2024
<b>Participations</b>				
Valeur brute	19	0	-1	18
Dépréciations	0	0	0	0
<b>Valeur nette</b>	<b>19</b>	<b>0</b>	<b>-1</b>	<b>18</b>
<b>Autres titres détenus à long terme</b>				
Valeur brute	958	251	-184	1 025
Dépréciations	0			0
<b>Valeur nette</b>	<b>958</b>	<b>251</b>	<b>-184</b>	<b>1 025</b>
<b>Entreprises liées</b>				
Valeur brute	404	0	0	404
Dépréciations	0	0	0	0
<b>Valeur nette</b>	<b>404</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>404</b>

Le portefeuille est évalué suivant la situation nette et intègre le certificat au fonds de garantie pour 774 milliers d'euros.

**2- Liste des filiales et participations**



Forme Juridique / Sociétés / Siège social En milliers d'euros	Capital	Primes d'émission & réserves	Quote-part capital détenue	Résultat dernier exercice clos	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable
S.A. Allianz Immovalor 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	553	5 749	NS	9 422 (1)	3	3
S.A. Allianz IARD 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	991 967	486 003	NS	150 544 (1)	1	1
S.A.S. Allianz Patrimoine Immobilier 1 Cours Michelet - CS30051 - 92076 Paris la Défense Cedex	1 000	9	0,4	19 (1)	400	400
S.C.P. I. Allianz DomiDurable Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	84 035	1 633	NS	2401 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 2 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	47 575	898	NS	1 402 (2)	2	2
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 3 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	24 366	1 098	NS	695 (2)	1	1
S.C.P. I. Allianz DomiDurable 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	22 675	285	NS	652 (2)	7	7
S.C.P. I Sofipierre (ex Habitapierre 2) 303, square des Champs Elysées - Evry Courcouronnes - 91026 Evry Cedex	36 925	58 966	NS	6 713 (2)	1	1
S.C.P.I. Allianz Pierre Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	779 757	467 511	NS	55 619 (2)	5	5
S.C.P.I. Domivalor 3 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	168	1 711	NS	- 90 (2)		
S.C.P.I. Domivalor 4 Tour Allianz One - 1 cours Michelet - CS30051- 92076 Paris la Défense Cedex	156 015	8 596	NS	3 663 (2)	1	1

(1) bilan au 31/12/2024 (2) bilan au 31/12/2023

## 3-Opérations avec les entreprises liées et participations

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Total du poste	Entreprises liées	%	Total du poste	Entreprises liées	%
<b>Actif</b>						
Créances sur établissements de crédit	923			8 742		
Créances clientèles	744 704	52	0%	802 922	2 233	0%
Titres à revenu fixe	76 721			80 952		
Autres actifs	20 700	4 174	20%	17 557	1 129	6%
Comptes de régularisation	10 890	5 447	50%	11 020	4 316	39%
<b>Passif</b>						
Dettes sur établissement de crédit	498			722		
Opérations avec la clientèle	378 162	420	0%	436 483	2	0%
Dettes représentées par un titre	529 359			481 550		
Autres passifs	36 182	1 415	4%	44 275	1 856	4%
Comptes de régularisation	4 753			5 938		

Les opérations réalisées avec les entreprises liées considérées comme significatives sont mentionnées, et ce uniquement à ce titre (aucune opération opérée avec des entités liées définie dans le règlement 99-02 n'existe, les opérations étant réalisées à des conditions normales de marché).

## Note 7. Immobilisations corporelles et incorporelles

En milliers d'euros	31/12/2023	Augmentation	Variation dépréciation	Diminution	31/12/2024
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Montant brut	457	0		-56	401
Amortissements	-362	-12		56	-318
<b>Montant net</b>	<b>95</b>	<b>-12</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>83</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Montant brut	6 803	0			6 803
Amortissements	-6 764	-20			-6 784
<b>Montant net</b>	<b>39</b>	<b>-20</b>		<b>0</b>	<b>19</b>

## Note 8. Autres actifs

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Etat	1 740	276
Prime épargne-logement		
Primes versées sur instruments conditionnels achetés	0	0
Dépôts de garantie versés	11 040	12 087
Opérations sur titres	0	520
Autres débiteurs divers	7 538	4 274
Créances rattachées	382	400
Capital souscrit non versé		
<b>Total</b>	<b>20 700</b>	<b>17 557</b>

La ligne dépôts de garantie versés correspond aux appels de marge sur swaps.

### Note 9. Comptes de régularisation - Actif

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs à l'encaissement	51	430
Comptes d'ajustement		
Primes émission TCN et emprunts obligataires	33	36
Charges constatées d'avance	174	112
Produits à recevoir	10 083	9 416
Comptes de régularisation divers	120	100
Impôts différés actif	429	926
<b>Total</b>	<b>10 890</b>	<b>11 020</b>

### Note 10. Dettes envers les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial				98		98
Dettes rattachées sur comptes d'épargne						
Comptes ordinaires	111	-	111	236	-	236
Comptes à terme et emprunts		380	380		380	380
Titres donnés en pension livrée						
Dettes rattachées		7	7		8	8
<b>Total</b>	<b>111</b>	<b>387</b>	<b>498</b>	<b>334</b>	<b>388</b>	<b>722</b>

### Note 11. Opérations avec la clientèle - Passif

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes d'épargne à régime spécial	189 166		189 166	199 662		199 662
<i>dont dépôts collectés</i>	226 776		226 776	239 449		239 449
<i>dont centralisation à la CDC</i>	-37 610		-37 610	-39 786		-39 786
Dettes rattachées sur compte d'épargne à régime spécial	2 023		2 023	1 552		1 552
<i>dont dettes rattachées sur compte épargne</i>	3 173		3 173	2 677		2 677
<i>dont créances rattachées sur centralisation CDC</i>	-1 150		-1 150	-1 125		-1 125
Comptes ordinaires	186 382		186 382	233 261		233 261
Comptes à terme et emprunts		579	579		1 989	1 989
Titres et valeurs donnés en pension						
Dettes rattachées	6	6	12	6	13	19
<b>Total</b>	<b>377 577</b>	<b>585</b>	<b>378 162</b>	<b>434 481</b>	<b>2 002</b>	<b>436 483</b>

### Note 12. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Titres du marché interbancaire						
Titres de créances négociables	523 400	5 959	529 359	476 900	4 650	481 550
Emprunts obligataires						
<b>Total</b>	<b>523 400</b>	<b>5 959</b>	<b>529 359</b>	<b>476 900</b>	<b>4 650</b>	<b>481 550</b>

### Note 13. Autres passifs

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Primes reçues sur instruments conditionnels vendus		
Dépôts de garantie reçus sur instruments financiers (1)	22 615	31 558
Etat	1 587	3 118
Rémunérations dues au personnel	3 590	3 744
Charges sociales	469	437
Opérations sur titres	2 841	221
Divers	5 080	5 197
<b>Total</b>	<b>36 182</b>	<b>44 275</b>

(1) La ligne dépôts de garantie reçus correspond aux appels de marge sur swaps.

**Note 14. Comptes de régularisations - Passif**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	625	1 142
Produits constatés d'avance	415	457
Charges à payer	2 486	2 940
Comptes de régularisation divers	1 227	1 399
<b>Total</b>	<b>4 753</b>	<b>5 938</b>

**Note 15. Provisions****1- Provisions sur opérations bancaires**

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2024
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature et risques de contreparties	28					28
Provisions sur instruments financiers à terme	1 914	28		-1 590		352
<b>Total</b>	<b>1 942</b>	<b>28</b>	<b>0</b>	<b>-1 590</b>	<b>0</b>	<b>380</b>

**2- Autres provisions**

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2024
			Utilisées	non utilisées		
Provisions pour engagements sociaux	1 085	2	0	-30	-	1 057
Provisions pour frais administratifs	0	-	0	0		0
Autres provisions	-	-		0		0
<b>Total</b>	<b>1 085</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>-30</b>	<b>0</b>	<b>1 057</b>

**3- Total provisions**

En milliers d'euros	31/12/2023	Dotations	Reprises		Autres variations de l'exercice	31/12/2024
			Utilisées	non utilisées		
Provisions sur opérations bancaires	1 942	28	-	-1 590	0	380
Autres provisions	1 085	2	0	-30	-	1 057
<b>Total</b>	<b>3 027</b>	<b>30</b>	<b>0</b>	<b>-1 620</b>	<b>0</b>	<b>1 437</b>

**Note 16. Capitaux propres**

En milliers d'euros	31/12/2023	Affectation résultat exercice précédent	Autres variations de l'exercice	31/12/2024
Capital	92 253			92 253
Prime d'émission	259			259
Total réserves	20 376			20 376
Réserve légale	20 201			20 201
Réserves facultatives	174			174
Provisions règlementées	92			92
Report à nouveau	76	165		241
Résultat	10 490	-10 490		7 786
Dividendes		10 325		
<b>Total</b>	<b>123 546</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>121 007</b>

Le capital social d'AllianzBanque s'élève à 92 252 768.19 euros, divisé en 22.445.929 actions de euros de 4.11 nominal.

**Note 17. Ventilation de certains actifs/ passifs selon la durée résiduelle.**

En milliers d'euros	A vue	Eléments non ventilables	D<3mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	31/12/2024
<b>Actif</b>								
Créances sur établissements de crédit	533	0	0	0	0	380	10	923
Créances sur la clientèle	1 017	3 631	21 681	55 891	282 512	378 430	1 542	744 704
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0	0	0	76 079	0	642	76 721
<b>Passif</b>								
Dettes envers les établissements de crédit	111	0	0	0	0	380	7	498
Dettes envers la clientèle	375 548	0	472	107	0	0	2 035	378 162
Dettes représentées par un titre	0	0	90 400	288 000	145 000	0	5 959	529 359

**Note 18. Engagement de l'activité bancaire.**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Engagements donnés</b>	<b>68 528</b>	<b>86 901</b>
Engagements de financement	52 709	69 115
en faveur de la clientèle	52 709	69 115
Engagements de garantie	15 819	17 786
d'ordre d'établissements de crédit	80	82
d'ordre de la clientèle	15 739	17 704
<b>Engagements reçus</b>	<b>2 168 963</b>	<b>2 365 844</b>
Engagements de financement	39 876	39 351
reçus des établissements de crédit (1)	0	0
Engagements de garantie	2 128 543	2 325 982
reçus de la Clientèle (2)	0	0
Engagements sur titres	544	511
autres engagements reçus	0	0

(1) Engagement de financement reçu correspondant à l'accès au refinancement de l'Eurosystème en contrepartie des titres gagés auprès de la Banque de France dans le cadre de la gestion globale des garanties (Pool 3 G).

(2) Garanties reçues de la clientèle dans le cadre de l'octroi de crédits et de cautions par Allianz Banque composées principalement d'assurances-vie (montants non repris dans le tableau page 1 qui ne présente que les garanties reçues d'établissements de crédit).

**Note 19. Opérations sur instruments financiers à terme par types de contrat (valeurs nominales des contrats)****1- Engagements en montants notionnels (1)**

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
<b>Sur marchés de gré à gré</b>	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Sur marchés organisés</b>	<b>735 899</b>	<b>90 000</b>	<b>825 899</b>	<b>779 299</b>	<b>115 000</b>	<b>894 299</b>
Swaps de taux	735 899	90 000	825 899	779 299	115 000	894 299
Options de taux	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>735 899</b>	<b>90 000</b>	<b>825 899</b>	<b>779 299</b>	<b>115 000</b>	<b>894 299</b>

(1) Les swaps sont déclarés uniquement pour la branche prêteuse.

Conformément au règlement 648/2012 EMIR, les nouveaux swaps sont négociés en chambre de compensation.

**2- Engagements en "juste valeur"**

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total	Opérations de couverture	Opérations spéculatives	Total
Swaps de taux	22 528	315	22 843	34 566	-1 441	33 125
<b>Total</b>	<b>22 528</b>	<b>315</b>	<b>22 843</b>	<b>34 566</b>	<b>-1 441</b>	<b>33 125</b>

**3- Equivalent risque de crédit (1)**

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	30 347	3 875
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>30 347</b>	<b>3 875</b>

(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV

**4- Echancier**

En milliers d'euros	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Supérieur à 5 ans	Total
Sur marchés organisés	99 985	327 276	398 638	825 899
Swaps de taux	99 985	327 276	398 638	825 899
<b>Total</b>	<b>99 985</b>	<b>327 276</b>	<b>398 638</b>	<b>825 899</b>

**Note 20. Actifs et passifs en devises**

**1. Engagements en montants nominaux**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Opérations de change : monnaies à recevoir	0	0
Opérations de change : monnaies à livrer	0	0

**2. Equivalent risque de crédit (1)**

En milliers d'euros	Coût de remplacement positif	Equivalent risques pondérés
Etablissements de crédit	-	0
Clientèle	-	-
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

(1) L'équivalent risque de crédit est déterminé selon la méthode d'exposition initiale conformément aux méthodes préconisées par le règlement 575/2013 - CRDIV mis à jour selon le règlement 2019/876

**Note 21. Intérêts, produits et charges assimilées**

En milliers d'euros	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-6 032	27 578	-5 063	24 551
Opérations avec la clientèle	-4 026	19 780	-3 366	21 692
Obligations et autres titres à revenu fixe	-21 055	3 711	-16 576	2 947
Autres opérations	-	-	-	0
<b>Total</b>	<b>-31 113</b>	<b>51 069</b>	<b>-25 005</b>	<b>49 190</b>

**Note 22. Revenus des titres à revenu variable**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement	3	2
Participations et activités de portefeuille	7	11
Parts dans les entreprises liées	2	2
<b>Total</b>	<b>12</b>	<b>15</b>

**Note 23. Commissions**

En milliers d'euros	31/12/2024		31/12/2023	
	Charges	Produits	Charges	Produits
Opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	-
Opérations avec la clientèle	-6 095	988	-6 158	1 113
Opérations sur titres	0	0	0	0
Opérations de change	0	1	0	1
Opérations de hors bilan	-43	0	-47	0
Opérations sur moyens de paiement	-1 720	1 083	-1 612	1 156
Prestations de services financiers	-2 262	20 360	-2 156	23 242
<b>Total</b>	<b>-10 120</b>	<b>22 432</b>	<b>-9 973</b>	<b>25 512</b>

**Note 24. Gains et pertes sur portefeuille de négociation**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
Opérations sur titres de transactions	-	-
Opérations de change	20	0
Opérations sur instruments financiers	-544	-135
De taux d'intérêt	-544	-135
<b>Total</b>	<b>-524</b>	<b>-135</b>

**Note 25. Gains et pertes sur portefeuille de placement**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Opérations sur titres de placement</b>		
Plus-values de cession	1 738	2
Moins-values de cession	-	-
Dotations aux dépréciations	-193	-118
Reprises des dépréciations	80	44
Autres opérations sur IFT	-	-
<b>Total</b>	<b>1 625</b>	<b>-72</b>

**Note 26. Charges et produits d'exploitation bancaire**

En milliers d'euros	31/12/2024			31/12/2023		
	Charges	Produits	Net	Charges	Produits	Net
Quote-part des partenaires sur opérations bancaires faites en commun				0		
Produits rétrocédés & Charges refacturées	-4 223		-4 223	-6 456		-6 456
Dotations & reprises de dépréciations						
Autres charges et produits (1)	-164	4 055	3 891	-186	4 209	4 023
<b>Total</b>	<b>-4 387</b>	<b>4 055</b>	<b>-332</b>	<b>-6 642</b>	<b>4 209</b>	<b>-2 433</b>

(1) La subvention reçue du Groupe, par Allianz Banque, en rémunération de son apport commercial est de 1,2 millions en décembre 2024, à l'identique de celle perçue en 2023.

**Note 27. Charges générales d'exploitation**

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
<b>Frais de personnel</b>	<b>-11 627</b>	<b>-11 633</b>
Salaires et traitements	-6 881	-6 762
Charges sociales	-3 540	-3 468
dont charges de retraite	-692	-692
Intéressement et participation	-541	-800
Impôts et taxes afférentes	-994	-951
Charges de personnel refacturées	302	322
Autres charges du personnel	0	0
Provisions pour charges de personnel	28	26
dont provision pour indemnités de départ à la retraite	14	41
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>-11 705</b>	<b>-11 552</b>
Impôts et taxes	-200	-166
Services extérieurs	-11 561	-11 430
dont commissions apporteurs	-464	-588
Charges refacturées	56	44
Provisions pour frais administratifs	0	0
<b>Total</b>	<b>-23 332</b>	<b>-23 185</b>

Le montant correspondant aux dépenses de Commissariat aux comptes s'élève à 160 milliers d'euros hors taxes en 2024 à l'identique de 2023.

Effectif moyen équivalent temps plein	31/12/2024	31/12/2023
Employés	33	37
Cadres	72	69
<b>Total</b>	<b>105</b>	<b>106</b>

L'ensemble des rémunérations allouées aux membres des organes d'administration et de direction d'Allianz Banque s'est élevé à 380 milliers d'euros pour l'exercice 2024.

**Note 28. Coût du risque**

En milliers d'euros		31/12/2024	31/12/2023
<b>Créances</b>	<b>Dotations</b>	<b>-18</b>	<b>-3</b>
	<b>Autres dotations provisions</b>		
	<b>Reprises</b>	414	14 333
	Reprises utilisées	59	
	Reprises devenues disponibles	355	
	<b>Récupération sur créances amorties</b>	8	3
<b>Risque hors-bilan</b>	Dotations (1)		
	Reprises utilisées		
	Reprises devenues disponibles		
<b>Créances irrécouvrables</b>	<b>Couvertes</b>	<b>-59</b>	<b>-14 333</b>
	<b>Non couvertes</b>	<b>-18</b>	<b>-4</b>
	<b>Solde</b>	<b>327</b>	<b>-4</b>

**Note 29. Impôts sur les bénéfices**

Allianz Banque est intégrée fiscalement auprès de la société Allianz Holding France depuis le 1er janvier 2008 (date d'intégration de la société dont la dénomination sociale était alors Banque AGF). La convention d'intégration stipule que l'impôt à la charge de Allianz Banque correspond au montant qui aurait grevé son résultat si elle était imposable distinctement, déduction faite de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration.

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2023
---------------------	------------	------------

Impôts sur exercices antérieurs	-10	-3
Impôts de l'exercice	-2 111	-3 187
Impôts différés sur exercices antérieurs	7	0
Impôts différés	-369	-500
<b>Total</b>	<b>-2 483</b>	<b>-3 690</b>

**Note 30. Comptes consolidés**

Les comptes d'Allianz Banque sont consolidés par intégration globale auprès d'Allianz France, qui détient 100% du capital.

**Note 31. Risques souverains**

En milliers d'euros	Créances	Garanties données	Garanties reçues	Total
Royaume de Belgique	4 577			4 577
République française	193 403			193 403
<b>Total</b>	<b>197 980</b>		<b>0</b>	<b>197 980</b>

**Note 32. Litiges**

La société CEDP (ex Bernard Tapie Finance) représentée par un mandataire ad hoc avait assigné le Crédit Lyonnais et ses anciennes filiales en paiement de la somme de 1 milliard d'euros de dommages et intérêts en raison de fraudes qui auraient été commises lors de la cession d'Adidas. Allianz Banque ainsi que d'autres parties aux opérations de cession ont été également assignées mais uniquement pour que leur soit déclaré commun le jugement à intervenir et que soit donné acte à CEDP qu'elle se réserve de formuler toute demande à leur rencontre. Cette action n'a pas prospéré et en 2006 il a été considéré que le litige ouvert était clos.

Le 2 octobre 2019, Allianz Banque a reçu une assignation à comparaître le jeudi 28 novembre 2019 devant le tribunal de commerce de Paris dans le cadre de l'affaire TAPIE – CREDIT LYONNAIS. Allianz France (venant aux droits et obligations de la société Métropole) a été assignée à son tour le 3 novembre 2020.

Les demanderesse (M. Bernard TAPIE, Mme Dominique MIALET-DAMINAOS épouse TAPIE et la société GROUPE BERNARD TAPIE) demandaient au Tribunal de « condamner (...), ALLIANZ BANQUE, venant aux droits de la Banque du Phénix et du Crédit Chimique, et METROPOLE au paiement de dommages et intérêts qui seront déterminés à dire d'expert et préalablement d'adresser à la CJUE onze questions préjudicielles et de surseoir à statuer jusqu'à la réception de l'arrêt de la CJUE ».

Par jugement du 17 mai 2021, le Tribunal de Commerce de Paris a fait droit aux demandes des consorts TAPIE, a transmis 16 questions préjudicielles à la CJUE et à déclarer surseoir à statuer dans l'attente du retour de la CJUE.

Allianz Banque et Allianz France ont été autorisées à faire appel immédiat du jugement sur le fondement de l'article 380 du code de procédure civile.

Monsieur TAPIE est décédé en octobre 2021. La procédure s'est poursuivie avec ses ayants droits et les liquidateurs.

Par arrêt du 18 mai 2022, la Cour d'appel de Paris a infirmé le jugement du 17 mai 2021.

Le Président de la CJUE a décidé le 12 juillet 2022 de suspendre la procédure sine die.

Madame Tapie, au titre de ses droits propres, et le mandataire ad hoc de la société GBT chargé de défendre ses seuls droits propres ont formé un pourvoi en cassation.

Par arrêt de la Cour de Cassation (chambre commerciale) du 15 mai 2024, les consorts Tapie sont déboutés de l'ensemble de leurs demandes. La Cour de cassation retient (i) la prescription de leurs actions et (ii) indique qu'il n'y a pas lieu de saisir la CJUE pour des questions préjudicielles

Le 30/09/2024, Allianz France a reçu un avis de radiation de l'affaire du rôle de la CJUE.

L'avis de radiation met fin aux procédures judiciaires engagées"

**V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**  
(Exercice clos le 31 décembre 2024)

A l'assemblée générale  
**ALLIANZ BANQUE S.A.**  
1 cours Michelet - CS30051  
92076 Paris La Défense Cedex

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALLIANZ BANQUE S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

**Fondement de l'opinion**  
**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l’audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d’audit dans le respect des règles d’indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d’émission de notre rapport, et notamment nous n’avons pas fourni de services interdits par l’article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l’audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l’audit relatifs aux risques d’anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l’audit des comptes annuels de l’exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques. Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le contexte de l’audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n’exprimons pas d’opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Prestations essentielles externalisées auprès de Arkéa Banking Services, filiale du Groupe Crédit Mutuel Arkéa

Risque identifié	Notre réponse
<p>Le modèle opérationnel d’Allianz Banque S.A. s’appuie sur une externalisation auprès du Groupe Crédit Mutuel Arkéa, qui effectue le traitement des opérations bancaires jusqu’à l’intégration des données dans les systèmes d’information, tel que renseigné dans le paragraphe 4 « Autres points » de l’annexe aux comptes annuels.</p> <p>Dans ce contexte, Allianz Banque a déployé une gouvernance spécifique pour s’assurer de la qualité des prestations servies et de la fiabilité des informations transmises par le prestataire conformément aux dispositions contractuelles de service.</p> <p>La fiabilité des informations financières dépend ainsi de la qualité et des délais de transmission des informations communiquées par le prestataire externe.</p> <p>Les prestations essentielles externalisées auprès d’Arkéa Banking Services sont donc considérées comme un point clé de l’audit en raison des volumes significatifs d’opérations gérées transitant par leurs systèmes d’information.</p>	<p>Dans le cadre de nos travaux d’audit, nous avons examiné les dispositions contractuelles encadrant les prestations de service fournies par Arkéa Banking Services. Nous avons également pris connaissance du dispositif de gouvernance et des modalités de pilotage des prestations essentielles externalisées mis en place par Allianz Banque en nous appuyant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les échanges entre les fonctions de contrôle périodique et de contrôle permanent d’Allianz Banque avec celles d’Arkéa Banking Services ;</li><li>• les travaux de contrôle réalisés par ces fonctions et leurs conclusions ;</li><li>• les modalités de reporting établies entre Arkéa Banking Services et la direction d’Allianz Banque.</li></ul> <p>Nous avons apprécié la qualité de mise en œuvre du processus d’intégration des flux de gestion dans le système comptable d’Allianz Banque en testant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les contrôles généraux informatiques de ce processus, notamment celui relatif à l’accès aux traitements d’exploitation ;</li><li>• les contrôles clés permettant d’assurer l’exhaustivité des flux traités et l’intégrité de l’intégration des données dans le système comptable.</li></ul> <p>Nous avons testé l’efficacité des contrôles comptables clés mis en œuvre par la Direction des métiers bancaires d’Allianz Banque S.A. pour évaluer la fiabilité des données reçues du prestataire.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d’administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l’article D.441 -6 du code de commerce appellent de notre part l’observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n’incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu’elles n’entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d’entreprise

Nous attestons de l’existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d’administration consacrée au gouvernement d’entreprise, des informations requises par l’article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société ALLIANZ BANQUE S.A. par votre assemblée générale du 29 mai 2018 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit et du 16 mai 2019 pour le cabinet RSM Paris.

Au 31 décembre 2024, le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit était dans la septième année de sa mission sans interruption et le cabinet RSM Paris dans la dix-huitième année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d’entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d’établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu’elle estime nécessaire à l’établissement de comptes annuels ne comportant pas d’anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes



ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

#### **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

##### ***Objectif et démarche d'audit***

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

##### **Rapport au comité d'audit**

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris, le 25 avril 2025

*Les commissaires aux comptes :*

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
Aurore PRANDI

**RSM PARIS**  
Mohamed BENNANI

#### **VI. — Rapport de gestion**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.